

# COLLOQUE ÉDUCATION A LA DÉFENSE

## COMMISSION ARMÉES-JEUNESSE DU 4 DÉCEMBRE 2003

### **Sommaire**

Table 1 – “Que défendre aujourd’hui et demain ?”.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Table 2 – “La défense, ça s’apprend” .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Table 3 – “Acteurs et espaces d’éducation à la défense” .....	2
Débat – “Quels enjeux pour demain ?” .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

### Table 3 – “Acteurs et espaces d’éducation à la défense”

« *Il ne s’agit pas de militariser la société civile ni de civiliser la société militaire* », écrit le sociologue américain de la Défense, Morris-Janowitz. En effet, nous le savons, l’armée garde et gardera toujours un rôle très particulier, avec une responsabilité singulière, celle de donner la mort au risque de sa vie. Tout militaire est ainsi appelé à vivre une tension spécifique entre sa mission et sa qualité de citoyen. Les interventions que vous avez entendues ce matin, et je pense notamment à celle du capitaine LAUNAY, nous ont fait ressentir cette dimension.

Pour en parler d’une manière plus précise et évoquer des situations également vécues, deux intervenants vont maintenant parler l’un avec l’autre : ce sont le général BACHELET et le colonel LECOINTRE.

**M. BACHELET.** – Merci, Madame la Présidente.

Prendre la parole me permettra sans doute de répondre, en tout cas partiellement, à une interrogation de M. l’inspecteur. En effet, ce à quoi, avec mon jeune camarade LECOINTRE, nous voudrions vous inviter, c’est au fond à considérer que l’observation du fait militaire en lui-même peut rester ou redevenir une source d’enseignement et, pourquoi pas, d’inspiration. Je sais à quel point une proposition comme celle-là peut heurter de plein fouet ce qui résulte de ce que M. FINKIELKRAUT a très bien décrit ce matin, le résultat d’un siècle de fer, de feu et de sang qui avait définitivement disqualifié tout ce que la III<sup>e</sup> République naissante avait pu faire en la matière.

Les gens de ma génération et *a fortiori* les plus anciens ont été nourris de cette exemplarité du fait militaire pour entretenir, non pas, à l’époque, la citoyenneté, mais le patriotisme en sollicitant l’histoire : Vercingétorix, le chevalier Bayard, Bouvines et, bien entendu, les soldats de l’An II, l’épopée napoléonienne, le sacrifice des pontonniers du général Eblé, etc.

Il est vrai que cela a été fait jusqu’à l’excès. Encore faudrait-il démontrer un lien entre cette éducation de générations qui nous ont précédés et les gigantesques hécatombes de la première guerre mondiale. Rien n’est sûr sur ce point. Aujourd’hui, se hasarder à dire que l’observation du fait militaire reste une source d’inspiration demeure donc un propos quasi provocateur.

Alors, encore faut-il savoir de quoi il s’agit. Qu’est-ce que le fait militaire ? Cela a été esquissé ce matin à plusieurs reprises, par Mme DUSSEAU notamment, voire explicité par M. BOËNE. Le mot “défense” rend mal compte du fait militaire. Le fait militaire, c’est l’exercice de la force. Le problème du mot “force”, c’est que voilà un mot qui, globalement, est plutôt positif puisque son contraire est la faiblesse, la débilité, qui a pris dans ce registre une connotation légèrement négative, pour ne pas dire fortement négative parfois.

Or, j’ai eu grand plaisir à entendre ce matin M. RUFIN s’exprimer et dire que, alors que nous prenons nos valeurs pour des évidences, nous nous sommes aperçus que ce n’en étaient pas pour d’autres, que ce n’étaient pas des valeurs. Je le dirai d’une autre façon : nous avons redécouvert cette étrangeté du monde qu’est la violence et il est des

situations dans lesquelles, face à la violence, il n'est d'autre solution que d'y opposer quelque chose que l'on appellera la force, quelque chose qui est susceptible de s'opposer aux violents.

Il s'agit donc d'un principe de coercition, d'efficience, avec tout ce que cela peut comporter de radicalement contradictoire avec les principes qui nous font agir et nous font dénoncer la violence. C'est un grand paradoxe, mais qui sera la force, qui ne sera pas violence, c'est-à-dire avec cette aspiration, cette injonction, à la cantonner dans des règles, dans des limitations qui ne sont pas pour autant des limitations à son efficience par rapport à la violence.

Vous voyez bien que nous sommes au cœur de la complexité de l'univers et de la nature humaine. Nous sommes bien loin du "go/no go", du tiers-exclu où il faut faire cohabiter des exigences rigoureusement contradictoires. Telle est la condition militaire. Et le retour à une logique d'action, celle que nous connaissons aujourd'hui, confronte nos cadres et nos soldats à ce type de situation. Leur observation nous renseigne sur la condition humaine, sur nous-mêmes en tant que citoyens.

Je voudrais pour cela esquisser trois pistes pour lesquelles le lieutenant-colonel LECOINTRE donnera des réponses à travers ses exemples, pas de façon exhaustive d'ailleurs. Je dirai pour la première piste que l'observation du fait militaire peut contribuer à alimenter une conscience d'être. En effet, en ce que l'action militaire est l'ultime ratio de la politique, c'est extraordinairement révélateur de notre identité collective. Il n'est pas fortuit que l'emblème par excellence de l'unité militaire soit le drapeau quasi sacralisé, peut-être trop parfois. J'y reviendrai. L'observation de la chose militaire est susceptible d'alimenter la conscience d'être, c'est-à-dire la conscience d'être une communauté humaine réunie dans un "vouloir vivre ensemble", comme disait Renan, par sa seule existence et par les situations dans lesquelles elle s'est trouvée.

J'intitulerai le deuxième axe "inspirer un vouloir vivre ensemble", précisément. Là aussi, l'observation de la chose militaire par la brutalité, la cruauté, le tragique des conditions auxquelles peuvent être exposés les hommes placés dans ces situations conduit à un lien social – pour employer une expression civile – de nature très particulière au sein des unités opérationnelles, bien loin de tous les poncifs de discipline rigide, féroce, encore récemment illustrée par la campagne ou, plutôt, le débat sur les fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914, dont il est hors de question de nier l'existence, mais qui est l'arbre qui cache la forêt.

En effet, la réalité du lien social dans une unité militaire opérationnelle, ce sont ces solidarités fortes, très fortes, sans lesquelles on n'y va pas : solidarités horizontales qui sont l'esprit de camaraderie ; solidarité verticale qui est un exercice de l'autorité, qui s'accompagne d'une bienveillance, d'une attention portée au subordonné et d'une relation d'estime, voire d'affection réciproque, ce que l'on appelle la fraternité d'armes. Voilà un deuxième champ d'observation pour inspirer un "vouloir vivre ensemble".

Le troisième axe, je l'appellerai "nourrir une ambition". Nous autres, Français portés à l'autodénigrement, les militaires comme les autres d'ailleurs, avons tendance bien souvent à considérer que, à essayer de continuer à exister face à l'hyper puissance, nous menons quelques combats retardateurs qui ne sont plus d'époque. Je l'affirme : l'observation du fait militaire de la part des Français révèle que nous sommes porteurs d'une alternative dans le mode d'action militaire, par rapport à une conception qui

opposerait à une action militaire désarmée, et donc inefficace – celle de l'ONU... –, une action paroxysmique avec des moyens de destruction redondants, hypertrophiés.

Vous observerez que l'une et l'autre trahissent les valeurs que nous voulons défendre : les unes par défaut, les autres par excès. Nous autres Français, nous sommes porteurs historiquement d'une tout autre conception de l'action militaire que nous mettons en œuvre aujourd'hui même, c'est-à-dire une action militaire qui est toujours l'usage de la force, mais adaptée, si possible au plus bas niveau, et toujours maîtrisée.

J'ai sans doute été trop long parce que mon seul objectif était de faire la courte échelle, si je puis dire, à mon camarade LECOINTRE qui est parmi ces jeunes officiers un de ceux qui ont eu la chance, par rapport à ma génération précédente, de vivre des expériences exceptionnelles et, notamment, dans les grades de lieutenant et de capitaine qui sont ceux où l'on est face aux réalités de terrain, comme je l'ai dit tout à l'heure, parfois brutales, souvent tragiques.

*(Applaudissements)*

**M. LECOINTRE.** – Depuis ce matin j'ai été très frappé, en bon officier d'état-major, par le fait que des termes très différents ont été employés pour désigner la même chose sans que ces termes, le plus souvent, aient fait l'objet de définitions. Nous sommes en effet passés de l'idée de « défense », à la première table ronde, à l'idée de « combat » et Mme COSTA-LASCOUX nous a dit "*combat pour la Démocratie*". Je me souviens en avoir déjà parlé avec elle. M. Jean-Christophe RUFIN nous a parlé de "*combat pour les droits de l'Homme*". Tout cela est très beau et ce sont sûrement des éléments qui aujourd'hui fondent la légitimité de notre action.

Et, puisque je crois important de donner des définitions des termes « lourds » que nous employons, je retiens, pour préciser cette « guerre » des petits échelons dans laquelle nous, soldats, sommes souvent engagés, la définition qu'en donne Gaston Bouthoul et qui me paraît plus éclairante que l'approche clausewitzienne que tout le monde connaît. Selon Bouthoul, en effet, la guerre est une « lutte sanglante entre groupements organisés ». Je retiens l'idée de « lutte sanglante » pour désigner ce qu'est le combat. Elle me semble exprimer assez clairement la violence presque palpable à laquelle nous sommes confrontés et qui nous submerge parfois. Essayez de concevoir que le « *combat pour la Démocratie* » ou « *pour les droits de l'Homme* » est en fait une « *lutte sanglante pour la Démocratie ou pour les droits de l'Homme* » et vous comprendrez mieux ce dont je viens témoigner.

Ce dont je voudrais parler aujourd'hui, ce n'est pas vraiment -ou seulement- du « pourquoi » du combat, mais surtout du « comment » de ce combat qui, sur le terrain, concrètement, constitue avant tout pour un officier, pour un soldat, une expérience traumatisante. Je voudrais vous faire comprendre, vous communiquer ce qu'est ce traumatisme, à quel point il est douloureux et à quel point s'impose à nous, pour le surmonter, l'établissement d'un lien fort entre le « pourquoi » et le « comment ».

Le général BACHELET m'a demandé de venir ici pour témoigner de la mission d'interposition dans laquelle j'ai été engagé à la tête de ma compagnie en 1995, à Sarajevo, mission d'interposition que vous gardez tous sûrement à l'esprit. Nous

sommes arrivés au début du mois de mai à Sarajevo, au moment où la crise recommençait à dégénérer, après que l'on a pu espérer qu'un cessez-le-feu qui s'était éternisé parviendrait à résoudre les problèmes politiques, ce qui n'était évidemment pas le cas. La situation avait déjà recommencé à se tendre. Dès l'arrivée de ma compagnie, au début du mois de mai, nous avons commencé à subir des tirs nombreux et répétés sur les postes de combat et, immédiatement, nous avons eu un certain nombre de blessés graves.

Le rappel de cette première phase caractérisée par un fort décalage entre l'objectif officiel d'une mission de « maintien de la paix », d'interposition impliquant la neutralité et la réalité me paraît important. Il permet de bien comprendre la façon dont les choses se passent. Un tel décalage, accentué par une approche médiatique qui fonde la légitimité de la présence militaire par un refus d'utilisation de la force érigé en dogme ONU sien provoque le doute. Nos soldats et nous-même nous posions sans cesse des questions et débats entre nous. Nous exprimions ainsi notre incompréhension sur l'attitude des populations et des belligérants vis à vis de nous ; sur le fait, par exemple, que lorsque nos postes étaient pilonnés par les Serbes, dans 99 % des cas, les Bosniaques qu'objectivement nous étions en situation de protéger en profitaient également pour nous tirer dessus.

Incompréhension vis-à-vis de cette mission que nous étions venus remplir, mission de paix pour laquelle nous nous retrouvions exposés d'abord sans pouvoir agir et, surtout, sans comprendre la finalité et l'objectif militaire de cette présence qui faisait de nous, essentiellement, des cibles. Toutes ces interrogations nous étaient, de plus, renvoyées en permanence par le biais de la presse et des médias en général. Les gens écoutent la radio tous les jours en opération et regardent les journaux télévisés quand ils redescendent dans leur bunker. Nous partagions ces interrogations en permanence entre nous, sur les postes, entre officiers, sous-officiers et soldats. C'était l'occasion de discussions fréquentes, l'occasion de courriers aux familles pour expliquer, là aussi, les difficultés rencontrées et les interrogations.

La crise a continué à dégénérer de cette façon. Nous ne combattons alors pas beaucoup. Si nous étions là pour combattre pour la Démocratie et les droits de l'Homme, nous avons en tout cas le sentiment d'une véritable inutilité par absence d'action. Cela a duré, jusqu'au moment où s'est déclenchée ce que l'on a appelé la "crise des otages". Le moment où les Serbes ont pris des otages sur les postes. À ce moment-là, j'ai eu, avec ma compagnie, à reprendre un des postes qui étaient aux mains des Serbes.

Je voudrais vous faire comprendre l'extrême difficulté d'avoir été dans une situation d'interposition impliquant une impartialité théorique entre des Serbes et des Bosniaques qui, objectivement, nous manifestaient une hostilité équivalente et d'être brutalement confronté au fait que l'ennemi s'est désigné lui-même. Le Serbe, certes, puisqu'il a conduit une action hostile contre nous, est un ennemi. Tentez d'imaginer nos sentiments : il est un ennemi, mais il reste un des « belligérants ». Il va falloir que nous reprenions ce poste mais, en même temps, nous ne sommes pas là pour venger nos camarades pris en otage. Nous devons vaincre l'ennemi mais, dès l'instant où il aura été vaincu, il redeviendra une des « parties en présence » ayant droit à notre stricte impartialité puisque nous sommes là pour conduire le combat « pour la Démocratie et les droits de l'Homme ».

C'est une des difficultés du sens de l'action à laquelle on est confronté tout de suite et qui se traduit dans les règles d'engagement que l'on adopte. En effet, lorsque l'on conduit un assaut d'infanterie, on commence toujours par appliquer des feux et des tirs sur l'objectif que l'on est censé reprendre. Là, il n'en était pas question parce qu'il y avait éventuellement des otages dans le poste et parce que nous étions sous le mandat ONU nous interdisant d'ouvrir le feu autrement qu'en riposte.

Nous nous sommes donc préparés à monter à l'assaut dans notre tranchée, en sachant que, au moment où nous sortirions de la tranchée, nous serions fauchés par les tirs ennemis, les tirs des Serbes, et, en même temps, sous l'interdiction d'ouvrir le feu jusqu'à cet instant-là. Même dans les conditions d'ouverture de feu, il y avait déjà incohérence entre l'action que l'on nous demandait de conduire, une action de combat extrême, et la façon et les règles d'engagement qui étaient les nôtres, la façon dont nous allions initier l'action.

En outre, le sens général était brouillé : pourquoi faire cela et jusqu'où conduire une action de combat de cette intensité face à quelqu'un qui ne doit pas être considéré comme un ennemi, mais, au pire, comme un adversaire ?

Voilà pour la préparation de l'action.

La première difficulté dans une action de combat comme celle-là, un assaut d'infanterie très classique, est en fait de vaincre sa peur. Pour vaincre sa peur, on effectue des gestes concrets, comme mettre la baïonnette au canon pour se donner confiance : on se dote de cette chose, simple et bien visible, qui est entre nos mains et va nous permettre de tuer la personne en face de nous.

Pour vaincre sa peur en réalité, on est obligé de faire appel à une espèce de violence et d'animalité que l'on a en soi. Je pense que c'est extrêmement traumatisant, en tout cas je l'ai vécu comme tel. Je me suis dégoûté moi-même en découvrant l'épouvantable bestialité qui m'habite. Cette violence croît au fur et à mesure de l'assaut parce qu'un assaut est long. Celui-ci a duré dix-huit minutes. Un premier bond rapide et c'est ensuite un travail interminable et terrible, comme dans les tranchées de la première guerre mondiale : on déloge les gens mètre après mètre.

Ce sentiment de violence que l'on a réussi à déchaîner en soi, cette animalité, ce mal que l'on possède et qui nous possède, s'accroît du fait de nos blessés et de nos tués. Nous formions un élément d'assaut de trente soldats et nous avons eu deux tués et quatorze blessés graves.

Il est extrêmement difficile ensuite, une fois que cette violence s'est accumulée (on finit même par en éprouver une sorte de jouissance, une fois la peur passée), d'arrêter ce déchaînement et de savoir stopper son assaut, quand on considère que l'objectif militaire qu'on s'était fixé – et qui doit avoir un lien direct et étroit avec le sens profond de notre action, sinon cela ne fonctionne pas –, est atteint. C'est extrêmement difficile à faire et c'est une expérience assez pénible. On est ivre, on en a honte, on tente de s'arrêter, on veut jouir encore de cette ivresse...

Comment peut-on arrêter ? Comment cela fonctionne-t-il ? Comme le disait le général BACHELET, des liens très étonnants sont tissés tout au long d'une vie professionnelle commune en opérations : ces interrogations et ces doutes partagés sur le sens des missions ont engendré une incroyable confiance mutuelle, un partage, presque

un abandon des uns aux autres. On s'en remet, collectivement, les uns aux autres et ce sentiment de dépendance mutuelle absolue fait de nous une sorte d'être unique et primaire qui ressent et réfléchit d'un bloc. Et pourtant, au sein de ce bloc, chacun continue à agir de façon individuelle, en fonction de sa place, de son rôle et de ses responsabilités. Cela se fait, donc, parce que le chef, à un moment, parvient à montrer qu'il faut arrêter le déchaînement de la violence et qu'il faut revenir sur cette espèce de jouissance qu'on sent naître en soi. Cela se fait aussi parce que le chef se sent obligé de le faire car, dans le regard de ses hommes, il voit qu'il y a cette exigence d'éthique qui est une éthique collective, une capacité à maîtriser collectivement sa propre violence et sa propre force. Parce que le sens de notre combat en dépend.

Certes, tout cela est bien loin de l'Éducation nationale. J'en retire cependant quelques enseignements. Nous avons parlé ce matin d'encadrer l'usage de la force par le droit et je constate que c'est insuffisant. L'usage de la force ne peut pas être encadré par le droit uniquement. La force, dans son emploi au niveau tactique – qui est l'exemple pour lequel j'ai témoigné, celui de beaucoup d'officiers, de sous-officiers et de soldats aujourd'hui et demain dans les opérations – est encadrée par une espèce d'éthique collective qui a été développée par la réflexion et l'interrogation communes sur le sens de la mission, par une espèce de conscience aiguë de soi-même, de sa dignité, des exigences de sa dignité aussi, en tant que soldat représentant son pays et citoyen. Cela me paraît extrêmement important.

En réalité, nous conduisons un véritable travail d'éducation au combat envers nos hommes, pour nous et entre nous, au sein de l'institution militaire, au sein des unités. Sans cette éducation au combat, il n'y a pas de combat possible qui respecte notre dignité, qui fasse qu'après on puisse encore relancer une action et, simplement, continuer à vivre.

Je crois que cela ne peut être que complémentaire d'un vrai travail d'éducation relevant de l'Éducation nationale, un travail "d'accouchement" de toute une société. Le soldat n'est, dans ce cas-là, que le complément du citoyen, le complément du travail réalisé par les éducateurs que vous êtes tous. Je crois que nous sommes infiniment dépendants, pour la réussite et l'efficacité de nos actions, de ce travail préalable. On apporte aussi, en retour, des interrogations impératives.

Nous sommes votre force, vos soldats. Nous sommes ceux que vous allez envoyer au combat, pour les motifs que vous avez jugés utiles. Quand vous nous envoyez combattre, vous devez bien comprendre que vous nous envoyez tuer, ce qui est la pire chose que l'on puisse demander à un être humain.

Voilà ce qu'évoquait le général BACHELET, cette inspiration, ce sentiment d'identité collective que notre nation ne peut pas ne pas avoir puisque nous lui posons la question : quel emploi voulez-vous faire de la force dont vous disposez ? C'est nous qui sommes votre force. Réfléchissez-y. Qu'est-ce qui fait que, vous, collectivement, vous estimez que les individus que nous sommes doivent se préparer à tuer, à aller jusqu'à ce degré de déchaînement de violence ? Comment vous, collectivement, nous inspirez-vous cette façon de déchaîner et, surtout, de maîtriser notre violence ?

Car, dans le cas contraire, nous ne serions pas dignes de vous et de notre pays. C'est tout ce que j'avais à dire.

*(Applaudissements)*

**M. BACHELET.** – À moins que Mme DUSSEAU ne l’interdise radicalement, j’aimerais que vous nous exposiez, le plus brièvement possible, un autre témoignage que vous m’avez livré et qui est un peu du même registre et extrêmement parlant.

**Mme DUSSEAU.** – Bien sûr.

**M. LECOINTRE.** – Juste avant d’être engagée en ex-Yougoslavie, la compagnie l’avait été -et ce rythme d’engagements est la réalité de la vie de nos unités aujourd’hui- au Rwanda, dans le cadre de l’opération Turquoise. Je vous passe le détail de cette histoire complexe de Tutsis et de Hutus. Vous devez seulement retenir que les « méchants » étaient les Hutus.

Rapidement, nous nous sommes trouvés en situation de devoir établir une zone humanitaire sûre et de devoir protéger les Hutus, les « méchants » donc, qui étaient poussés à l’exode, vers Goma, où il y avait eu une épouvantable épidémie de choléra. Nous nous sommes donc retrouvés dans cette situation paradoxale qui consistait à être à la fois ceux qui cherchaient les méchants tueurs Hutus, qui protégeaient les quelques Tutsis qui restaient en essayant de les exfiltrer et qui devaient protéger les Hutus qui refluaient et venaient mourir du choléra chez nous. Tout cela se faisait, pour une part, en liaison avec les « humanitaires » à travers des relations assez compliquées et dans un cadre général dont la compréhension était d’autant moins facile que la situation évoluait avec des changements extrêmement rapides et radicaux. Là aussi les soldats s’interrogent.

Dans cette action, nous étions sur une zone de 300 ou 400 kilomètres carrés pour une compagnie d’infanterie, c’est-à-dire 120 hommes, ce qui est très peu.

Un jour, avec l’une de mes sections, j’ai essayé de remettre en état un dispensaire et nous avons découvert un charnier de bébés de six mois que nous avons enterrés de nouveau car une trentaine de corps ressortaient du sol. Le lendemain de cette affaire, après que nous ayons enterré ces corps, la population nous a livré un des participants au massacre de ces bébés. La population voulait lyncher cette personne. J’ai donné l’ordre à la section de s’interposer, d’aller protéger cet homme qu’on leur signalait comme un des massacreurs des enfants dont ils avaient enterré les corps la veille. Je suis arrivé une heure après sur zone et là, cet homme qui avait été extrait et protégé de la foule était attaché en plein soleil, d’une certaine façon. Chaque fois qu’un de mes soldats passait à côté, il lui donnait un grand coup de pied dans les côtes. Les soldats ne lui donnaient évidemment pas à boire et n’attendaient qu’une chose : qu’il tente de s’évader pour pouvoir l’abattre. Je ne sais pas s’il était coupable et personne ne le sait. Il avait, objectivement, droit à notre protection et nous avons l’obligation de respecter ses droits d’homme, qu’il soit coupable ou non.

Là aussi, j’ai découvert et compris à quel point, rapidement, à se laisser prendre à ces passions, à cette violence que comportent la guerre, la mort et les crises, nous risquons de perdre la maîtrise de nos propres actions, de perdre le sens de notre présence et la signification de notre action sur le terrain. En particulier à cet instant, s’il n’y avait pas eu cette possibilité de se raccrocher à une réflexion collective préalable et à un sens global de notre action, nous serions devenus des tortionnaires et des assassins. Mais vous voyez que ce sens est difficile à définir et que nos exigences sont fortes. Il ne



suffit pas de nous dire : « *Vous vous battez pour les droits de l'Homme !* » En l'occurrence, pour mes soldats, se battre pour les droits de l'Homme, c'était réenterrer les bébés et essayer d'éviter que d'autres soient massacrés. Ce n'était pas protéger un type dont on leur disait qu'il était un des massacreurs.

On pourrait penser qu'il suffit d'être extrêmement précis dans les ordres et les consignes de comportement. Ce n'est pas suffisant. Je sais que cela nécessite une conscience profonde du sens de nos actions et beaucoup de travail.

Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

**Mme DUSSEAU.** – Merci au général BACHELET et au colonel LECOINTRE de nous avoir fait toucher du doigt, très concrètement, que la guerre et le combat, ce sont des mots, mais aussi des situations diverses et que le rapport à la violence de l'autre est bien entendu un rapport à sa propre violence : comment l'utiliser et comment la maîtriser ? Ce ne sont pas des choses faciles et, dans ce domaine, la réflexion personnelle ainsi que l'éducation reçue sont tout à fait importantes.